



Discours prononcé par l'Ambassadeur de France à Madagascar
Le 14 juillet 2013 à la Résidence de France
À l'occasion de la célébration de la Fête nationale

Beaucoup d'entre nous qui ont séjourné à Madagascar et/ou ont eu des relations avec des malgaches s'interrogent sur le déclin de la Grande Ile (superficie supérieure à celle de la France métropolitaine) au potentiel humain, culturel et économique pourtant prometteur.

Mesdames et Messieurs les candidats à l'élection présidentielle, Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique, Mesdames et Messieurs les Conseillers à l'Assemblée des Français de l'Etranger, Mes chers compatriotes,

Depuis cette même tribune, lors de chaque commémoration du 14 juillet, les ambassadeurs de la République française qui m'ont précédé depuis 53 ans ont célébré les liens particuliers qui unissent la France à Madagascar, des liens puissants, forgés par une longue histoire partagée, une histoire qui, tant dans ses moments paisibles que dans ses phases tourmentées, a été constamment génératrice de relations politiques, économiques, linguistiques et culturelles d'une densité hors du commun.

Cette relation, aussi ancienne qu'intense, nous échoit à tous en héritage, un héritage entremêlé, fait de passion et de respect, un héritage complexe et multiforme, au sein duquel il ne nous est pas possible de retenir la lumière sans sa part d'ombre. Cet héritage s'impose à nous tous, quel que soit le regard, serein ou enflammé, sévère ou bienveillant, juste ou partial, que nous souhaitons porter sur lui. Cet héritage fait que ni la France ni Madagascar ne peuvent prétendre se regarder aujourd'hui, l'une l'autre, avec la froide indifférence qui caractérise, la plupart du temps, les relations d'Etat à Etat, des relations dans le champ desquelles s'affrontent le plus souvent les calculs stratégiques, les intérêts commerciaux, les alliances de circonstance, le jeu à courte vue de la réciprocité, bref, ce qu'il est communément admis d'appeler la raison d'Etat.

C'est bien consciente de cet héritage, et de la dimension très particulière de la relation qui l'unit à Madagascar, que la France, avec tristesse mais, dans le même temps, avec une calme détermination, a décidé depuis plus d'un mois de ne plus accueillir sur son sol ceux qui sont à l'origine du blocage du processus électoral. Ce choix, difficile et douloureux, a été arrêté au plus haut niveau de la République française, et trouve bien évidemment sa traduction, ici même, en ce 14 juillet, dans le cadre de la célébration de la Fête nationale qui nous réunit aujourd'hui à la Résidence de France.

Ce choix clair et assumé a donné lieu à de multiples commentaires, les uns positifs, les autres sceptiques, voire critiques. Alors disons-le haut et fort : ceux qui n'auront voulu voir, dans les derniers développements de la relation bilatérale, que la traduction d'une froide raison d'Etat arbitrée à Paris, ceux-là en seront pour leurs frais. Aveuglés par leurs propres schémas réducteurs, ils ont cru lire Machiavel, là où seuls les principes universels de justice, de promesse et d'espoir venaient de s'exprimer. Trop occupés ces derniers temps à échafauder des calculs, ils ont cru apercevoir un adversaire forgé du même métal, là où, au contraire, la République française, forte des idéaux que



nous célébrons en ce 14 juillet, venait de réaffirmer la vigueur de son indéfectible attachement à la survie de Madagascar.

Expression de la fidélité à ses valeurs, la réaction de la France est de surcroît en parfaite conformité avec les multiples appels à la raison lancés depuis le début du mois de mai par la communauté internationale. Faut-il rappeler que ce ne sont pas moins de huit mises en garde solennelles que les institutions internationales, sidérées et consternées par les violations répétées de la Constitution et de la loi malgaches commises au cours des deux derniers mois, ont adressées à ceux qui dirigent ce pays ? Est-il nécessaire de détailler, point par point, le contenu des communiqués rendus publics successivement par la Troïka de la SADC le 10 mai ; par la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité le 15 mai ; par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine le 16 mai ; par le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie le 17 mai ; par le porte-parole du Secrétaire général des Nations unies le 20 mai ; par le Sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la SADC le 26 mai, et à nouveau, dans le même format, le 15 juin ; et, enfin, tout dernièrement, par le Groupe international de contact réuni à Addis-Abeba le 26 juin ?

Pourtant, la décision, prise par la France à l'encontre des responsables du blocage du processus électoral, ne peut être comprise uniquement à l'aune de cette réprobation internationale. Cette démarche, dans laquelle les autorités françaises n'ont plus eu d'autre choix que de s'engager, à l'issue de semaines, de mois et d'années d'efforts, aussi intenses qu'infructueux, est aussi un cri lancé par une nation amie de Madagascar, un cri à la hauteur de l'intense désappointement suscité à Paris par les promesses non tenues, les engagements reniés, et, plus largement, par les développements pathétiques survenus ces deux derniers mois sur la scène politique malgache.

Ce cri d'alerte succède à de multiples signaux envoyés, au plus haut niveau, depuis le début du mois de mai, par les autorités françaises, parallèlement aux vigoureuses manifestations de désapprobation émises de manière répétée par la communauté internationale. Ce cri veut aussi sonner comme un tocsin, compte tenu de la régression politique, démocratique, économique et sociale qui frappe, comme la Banque mondiale l'a encore démontré avec force il y a quelques semaines, l'immense majorité de la population malgache. Ce cri est enfin un cri de désespoir, justifié par le coup potentiellement fatal porté le 3 mai dernier à l'avenir de Madagascar.

Car il y a un avant 3 mai, et un après 3 mai. Ceux qui font mine d'être surpris par la réaction de la France aux épisodes politico-juridiques rocambolesques qui ont suivi le 3 mai ne savent pas, ou feignent de ne pas savoir que l'on ne peut rien construire sans règles et sans principes. Ici encore, nous sommes renvoyés au message du 14 juillet et au triptyque fondateur, «Liberté, Egalité, Fraternité», de la République française. Chaque nation a vocation à choisir librement ses valeurs et ses références, mais aucune ne peut se construire sans, et, une fois le masque tombé, une démarche de maintien indéfini au pouvoir ne peut servir de socle pour la construction, l'affermissement et l'épanouissement d'une nation.

Loin des calculs que d'aucuns lui prêtent, la France a trop d'amour et de passion pour Madagascar, pour laisser la Grande Ile s'enfoncer inexorablement dans une impasse potentiellement tragique. L'immense gâchis dont nous sommes les témoins quotidiens ne peut pas et ne doit pas perdurer. Il n'y a pas de fatalité à ce que le peuple malgache soit condamné à passer d'une crise politique à une autre. Il n'est pas écrit que la même bataille, jouée et rejouée sans fin par ceux qui préemptent l'avenir de ce pays, doive, pour toujours, se substituer à la nécessaire confrontation démocratique des projets. Mesdames et Messieurs les candidats à l'élection présidentielle, nous comptons ardemment sur votre sens des responsabilités : la démocratie authentique ne se résume pas à l'affrontement d'egos, chauffés à bloc par des entourages en embuscade, à l'affût des avantages que la proximité du pouvoir est censée leur conférer. Loin de cette bataille stérile dépourvue de réelle ambition pour le pays, Madagascar mérite une vision programmatique moderne, englobant le champ du politique, de l'économique, du social et du culturel, et non un étalage des mauvaises raisons pour lesquelles ceux qui ont régné un jour doivent continuer, pour l'éternité, à imposer leur personne ou leur dynastie.

Loin de tout cela, le temps doit au contraire venir où les experts des Nations unies cesseront de se pencher sur l'énigme malgache, où les équipes de la Banque mondiale n'auront plus lieu de ressasser le paradoxe malgache, et où tous célébreront, enfin, après une interminable attente, le sursaut malgache.

Il y a un mois, le porte-parole du Quai d'Orsay a, justement et solennellement, appelé la classe politique malgache à un tel sursaut, dans l'intérêt supérieur de Madagascar et de son peuple. Pour autant, le sursaut, espéré par la France comme par l'ensemble des partenaires de Madagascar, ne peut être l'œuvre d'Etats étrangers ou d'organisations internationales. En toute hypothèse, avec

une moyenne mondiale, tous pays aidés confondus, de quelque 50 dollars d'aide publique au développement par habitant et par an, le développement authentique de Madagascar ne pourra résulter de la seule aide internationale, elle-même conditionnée au nécessaire retour à l'ordre constitutionnel.

S'il veut pouvoir disposer de la légitimité nécessaire et produire des résultats durables, l'indispensable sursaut devra être l'œuvre des forces vives malgaches, qu'il s'agisse d'individus, d'entreprises, de groupements, que ces forces vives représentent le monde des étudiants, celui des syndicats, de l'université, de la recherche, ou du secteur privé. Qu'elles soient issues des milieux intellectuels ou qu'elles incarnent le monde du travail, ces forces vives n'auront pas d'autre choix que de déployer, ici, la même énergie et la même ambition, que celles dont de nombreuses autres nations, elles-mêmes confrontées pendant de longues années aux affres du sous-développement, ont su faire preuve.

A cet égard, il n'est plus possible d'attendre. Ce qui était explicable ou justifiable au moment de l'indépendance ne l'est plus. Le peuple malgache ne pourra pas durablement comprendre ou accepter qu'après 53 ans de souveraineté, le revenu par tête ne soit que le centième de ce qu'il est au Nord de la Méditerranée. Il ne pourra pas tolérer éternellement que moins de 10% des terres cultivables soient effectivement exploitées, et que ce pays, vaste comme la France augmentée du Benelux, se contente de surfaces arables 6 fois inférieures à celles sur lesquelles peuvent travailler les agriculteurs français. Combien de temps encore les mères de famille malgaches pourront-elles accepter que 35% des décès d'enfants de moins de 5 ans soient liés à la malnutrition ? Qu'un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'insuffisance pondérale, et que plus de la moitié enregistre des retards de croissance ? Combien de temps encore les pères de famille de ce pays pourront-ils tolérer que 35% de la population rurale soient affectés par l'insécurité alimentaire, et que la moitié de la population des pôles urbains vive en-dessous du seuil de pauvreté ? Que 7 personnes sur 10 n'aient pas accès à l'eau potable, et que 4 ménages sur 10 ne disposent pas d'installations sanitaires ?

Alors que la croissance est devenue la règle dans le monde d'aujourd'hui, c'est le déclin qui, hélas, s'est imposé comme la marque de fabrique de Madagascar. D'après les tout derniers travaux de la Banque mondiale, sur les 155 pays pour lesquels une mesure est disponible, seulement 19, dont la Grande Ile, ont connu une régression économique cumulative prolongée. Pire encore, seuls 11 pays dans le monde, parmi lesquels Madagascar, conjuguent régression économique et pauvreté au sens de la Banque mondiale. Avec plus de 92% de sa population sous le seuil de pauvreté de 2 USD par jour, la contre-performance économique de la Grande Ile place cette dernière juste derrière le Liberia et la République démocratique du Congo, deux pays qui, à la différence de Madagascar, ont, si l'on ose dire, l'excuse d'avoir connu une période prolongée de conflit violent, mais qui, pourtant, en dépit de ce handicap, ont su renouer avec la croissance.

Au total, de manière proprement ahurissante, pour un pays qui était pourtant promis à un bel avenir sur la base de son capital humain et naturel, Madagascar est aujourd'hui le pays le moins performant parmi les nations du monde qui ne sont pas exposées à un conflit armé.

Le bilan des cinq dernières années est plus particulièrement éloquent : plus de 8 milliards de dollars d'écart entre ce qu'aurait pu générer l'économie et ce qu'elle a effectivement produit ; une aggravation de plus de 50 pour cent de la malnutrition aiguë des enfants dans certaines zones ; une augmentation de 600.000 du nombre d'enfants non scolarisés ; une dégradation marquée des infrastructures routières, sans oublier la réduction drastique de l'accès aux services sociaux de base, l'affaiblissement visible de l'Etat de droit, les atteintes portées à la pluralité des médias et à la neutralité du service public de l'information, ainsi que la recrudescence palpable de la délinquance.

Ce tableau pourrait être complété par l'énoncé de multiples autres indicateurs préoccupants, tels que la stagnation à un niveau médiocre de l'indice de développement humain, l'envolée du commerce illicite de pierres et de bois précieux, l'absence de garde-fous à la corruption, ou les dysfonctionnements de l'appareil judiciaire. Mais mon propos n'est pas d'accabler ce pays si cher à la France et aux Français, des Français attachés à consacrer à Madagascar le meilleur de leur énergie et de leurs talents, et que je vois nombreux aujourd'hui, en cette célébration du 14 juillet. La seule ambition de la France, tant depuis Paris que depuis l'ambassade que j'ai l'honneur de diriger, est d'aider Madagascar à retrouver le chemin de la démocratie et de la prospérité. Loin de nous substituer à ce que le peuple malgache peut, lui seul, accomplir au bénéfice de sa propre destinée, notre unique ambition est de l'appuyer, dans la démarche salvatrice qu'il doit assumer, une démarche devenue aussi urgente qu'indispensable.

Cette démarche passe bien entendu, et je n'ai pas besoin d'y insister, par l'organisation des élections libres, sincères, transparentes, et conformes au droit, que tous les Malgaches attendent depuis trop longtemps, et qui, seules, rendront possible la pleine réinsertion de Madagascar dans

l'ordre international, tout en autorisant le retour massif de bailleurs de fonds aujourd'hui tétanisés par l'impasse politique. Cette démarche passe par la restauration de la crédibilité d'institutions qui, au mieux, ont sous-performé, et, au pire, ont dévoyé le sens même de leur mission. Elle passe aussi par la concrétisation des engagements pris en matière de respect de l'Etat de droit. Elle passe enfin par un assainissement radical du climat des affaires, qui permette à Madagascar de sortir des limbes du classement «Doing Business» où elle se trouve actuellement, ce qui suppose, notamment, la conduite d'une politique de lutte anti-corruption axée sur les résultats, et, plus fondamentalement, une amélioration drastique de la gouvernance.

Tout cela est connu, répertorié, réitéré année après année, rapport après rapport, mais, pour l'instant, et depuis trop longtemps, en pure perte. Par contraste, ceux qui ont mis en œuvre ces préceptes avec constance et détermination caracolent désormais loin devant Madagascar : là où la Grande Ile occupe la 143^{ème} place de ce classement «Doing Business», Maurice trône à la 19^{ème}, tandis que l'Afrique du Sud obtient la 39^{ème}. Mais pour que de tels progrès deviennent possibles à Madagascar, et ils le sont, il faut que les Malgaches le veuillent, intensément, passionnément, résolument, absolument.

Sur tout cela, la France, de concert avec ses partenaires de la communauté internationale, a, de longue date, posé des diagnostics et formulé des propositions. Mais il doit y avoir, côté malgache, un appétit authentique et durable pour le progrès et la modernisation, qui justifie la poursuite de l'engagement de la France aux côtés de Madagascar. A cet égard, au-delà des 25.000 Français présents dans ce pays, qui forment la première communauté française d'Afrique sub-saharienne, et que je salue à nouveau chaleureusement pour leur implication, leur talent et leur ténacité, et sans compter les multiples ONG françaises qui accomplissent ici un travail inestimable, il faut savoir que la France met, au service de la relation bilatérale avec Madagascar, un appareil de coopération, dans les domaines politique, militaire, économique, culturel et sanitaire, qui a peu d'équivalents à l'échelle du réseau diplomatique français. Si on le mesure par la présence effective d'agents de l'Etat sur le sol malgache, que ce soit via l'ambassade et ses multiples services, mais aussi via l'AFD, l'Institut français de Madagascar, l'Alliance française, le CIRAD, l'IRD, l'Institut Pasteur, les établissements d'enseignement financés par l'AEFE, le réseau de France Volontaires, sans oublier le précieux concours de la Chambre de commerce et d'industrie France-Madagascar et celui des Conseillers du Commerce extérieur, l'effort consenti ici par Paris nous place immédiatement derrière la présence déployée par la France au Royaume-Uni, et juste devant celle observée en Espagne, deux pays membres de l'Union européenne, voisins immédiats de la France avec lesquels les relations et les échanges sont à la hauteur de leur poids dans les affaires du monde.

Bien sûr, Madagascar est limitrophe de la France de l'Océan indien, une France forte de plus d'un million d'habitants, grâce à Mayotte et à La Réunion, qui sont les premiers voisins de la Grande Ile. Bien sûr, la France partage avec Madagascar sa plus longue frontière maritime. Bien sûr, la France aspire à créer avec Madagascar une zone d'échanges et de prospérité à même de donner corps au rêve de l'Indianocéanie. Pourtant, l'investissement conséquent de la France à Madagascar que j'évoquais il y a un instant est aujourd'hui confronté à un double péril. L'un, parfaitement connu du grand public, réside dans l'aggravation ces dernières années de la contrainte budgétaire, dont vous savez avec quelle intensité elle sévit. L'autre, plus insidieux, nous renvoie à l'impasse prolongée dans laquelle se trouve Madagascar. La tentation apparaît en effet, chez certains décideurs à Paris, au nom de l'écart persistant, constaté décennie après décennie, entre les potentialités de Madagascar et la performance effective du pays, d'amorcer un exercice de remise en cause de l'importance de notre dispositif dans la Grande Ile et de diminution du volume de notre aide publique à Madagascar. Or, au fur et à mesure que la crise institutionnelle et politique se prolonge, les arguments de nature à justifier la pérennité de l'engagement de la France aux côtés de Madagascar se dérobent sous nos pas.

En ce 14 juillet, qui aurait dû précéder, de dix jours seulement, le premier tour du scrutin présidentiel tant attendu, je me dois de souligner que le risque est grand, après tant d'espairs déçus, tant d'attente vaine, tant d'investissement politique infructueux, de voir les meilleures volontés, et notamment celles venues de France, se détourner de la cause de Madagascar. Le monde est vaste et les enjeux innombrables. L'attention des responsables français est captée par de multiples dossiers, souvent sensibles, parfois stratégiques, tels que, ces derniers mois, le Mali et la Syrie. La Grande Ile se voit peut-être, dans sa mythologie intérieure, comme le centre du monde, mais elle doit comprendre que, pendant que Madagascar continue de perdre un temps précieux, et, ce faisant, s'acharne à saboter ses chances en vue d'un nouveau départ, le reste du monde avance très rapidement et se restructure profondément autour de nouveaux pôles, via un mouvement de restructuration auquel, en raison de l'impasse politique, Madagascar est dans l'incapacité de participer. Or, le monde n'attend pas. Il n'a pas vocation à attendre, il n'a pas l'intention d'attendre, et il ne peut pas, du reste, se permettre de le faire.

